# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

## 5 NOVEMBRE 2026 : DÉCRÉTONS L'ÉTAT D'URGENCE SOCIALE !

Depuis début septembre, partout en France, les mobilisations se multiplient. Les salarié·es, les retraité·es, les jeunes et les privé·es d'emploi expriment leur colère face à la dégradation de leurs conditions de vie et à l'absence de réponses à leurs revendications.

Lors de la rencontre du 21 octobre entre les organisations syndicales et le Premier ministre, le gouvernement est resté sourd aux revendications. Pourtant, plusieurs centaines de milliers de manifestant·es se sont mobilisé·es pour exiger de meilleurs salaires, des pensions dignes et des services publics à la hauteur des besoins. Les étudiant·es réclament également les moyens d'étudier dans de bonnes conditions et de construire leur avenir.

Pendant ce temps, le pouvoir d'achat se dégrade, les factures énergétiques augmentent, l'accès aux soins se fragilise, notamment avec l'augmentation des franchises médicales, et les services publics manquent de moyens. Les salaires stagnent, le point d'indice des fonctionnaires reste gelé et les inégalités continuent de se creuser.

## ÇA SUFFIT ! DÉCRÉTONS L'ÉTAT D'URGENCE SOCIALE !

Les organisations syndicales appellent à rompre avec les politiques d'austérité qui font peser les efforts sur les travailleur·euses, les retraité·es et les plus précaires.

Alors que le gouvernement prévoit 54 milliards d'euros d'économies supplémentaires, les aides publiques aux grandes entreprises représentent 211 milliards d'euros par an, dont 75 milliards d'exonérations de cotisations sociales. Ces choix budgétaires interrogent les priorités politiques et met en péril le financement de notre protection sociale.

## DE L'ARGENT, IL Y EN A !

Les organisations syndicales revendiquent :

- Une meilleure répartition des richesses et une fiscalité plus juste ;
- Des augmentations générales des salaires, des pensions et du point d'indice ;
- Des moyens supplémentaires pour les services publics : écoles, hôpitaux, transports, crèches, EHPAD... ;
- Une réindustrialisation créatrice d'emplois dignes et durables ;
- La fin de Parcoursup et un accès équitable aux études supérieures pour tou·tes ;
- De véritables mesures de transition écologique dans le cadre d'une transformation durable du travail et de l'emploi.

**Le 5 novembre, les organisations syndicales appellent les salarié·es, les retraité·es, les jeunes, les privé·es d'emploi et tou·tes les citoyen·nes à se mobiliser pour porter ces revendications.**

**RENDEZ-VOUS LE 5 NOVEMBRE À GAP**

**10H00 devant le lycée Aristide Briand**